



Paris, le 24 février 2025

En 2024, dans le cadre d'un périmètre élargi, le taux de parité dans les nominations sur les emplois d'encadrement supérieur du MASA tangente l'objectif cible de 40%

En application du décret modifié n°2012-601 du 30 avril 2012, le "dispositif des nominations équilibrées" (DNE) demande que soit assuré chaque année un taux de primo-nominations d'au moins 40% pour chaque sexe dans certains types d'emplois de l'encadrement supérieur de l'Etat et de 50% à compter de 2026.

Les primo-nominations ne prennent pas en compte les renouvellements dans un même emploi, ni les nominations sur un même type d'emplois au sein du même ministère.

Le périmètre de la parité a été élargi à compter du 1^{er} janvier 2024 : il concerne désormais au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, non seulement les emplois de directeurs d'administration centrale, de délégués ministériels et interministériels, de chef de service d'inspection générale, de chefs de service, de sous-directeurs, d'experts de haut niveau et de directeurs de projet, de directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et adjoints, de directeurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en outre-mer (et équivalents), mais également l'ensemble des emplois d'inspecteurs généraux, d'inspecteurs et d'inspecteurs adjoints au Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, ainsi que les emplois de dirigeants de l'agence de services et de paiement (ASP), de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), de FranceAgriMer, de l'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), de l'institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture (INFOMA), de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO), de l'office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM) et de l'Office national des forêts (ONF).

En 2024, 43 primo-nominations ont été effectuées (contre 25 en 2023) : 17 ont concerné des femmes et 26 des hommes, soit un taux de 39.5 % pour les femmes, taux quasi identique au taux de 40% atteint en 2023, qui correspond au taux cible prévu par la réglementation :

- 12 primo-nominations ont été effectuées sur des emplois de direction de l'administration centrale (chefs de service, sous-directeurs, directeurs de projet et experts de haut niveau), dont 8 hommes et 4 femmes.

- 12 primo-nominations ont été effectuées sur des emplois de direction de l'administration territoriale (directeurs régionaux et directeurs régionaux adjoints de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et équivalents en outre-mer), dont 4 primo-nominations féminines.
- 5 primo-nominations ont été effectuées sur des emplois de cadres dirigeants de l'Etat (directeurs d'administration centrale et délégués interministériels) qui concernent 3 hommes et 2 femmes.
- 2 primo-nominations ont concerné des directeurs d'opérateurs dont 1 homme et 1 femme.
- 12 primo-nominations ont concerné des membres du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux dont 6 hommes et 6 femmes.

Enfin, concernant le nombre d'agents en fonction sur les emplois concernés au 31 décembre 2024, le taux de parité au MASA est de 40.4% en 2024, soit un taux qui respecte d'ores-et-déjà l'objectif minimum de 40% prévu à compter de 2027.